

**REPUBLIQUE DU BURUNDI
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE, DU TOURISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

CABINET DU MINISTRE

**NOTE SUR LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE L'ENERGIE ET
L'ENVIRONNEMENT, LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES ET LE
TOURISME ET L'ENVIRONNEMENT.**

I. SECTEUR DE L'ENERGIE ET ENVIRONNEMENT.

Au Burundi, l'on constate une consommation des énergies traditionnelles dominées essentiellement par les sources ligneuses, à savoir le bois, le charbon de bois et les déchets végétaux qui représente 96,9 % du bilan énergétique national contre 2,5% des produits pétroliers, 0,5% d'électricité et 0,03% de la tourbe.

Cette consommation excessive du bois a comme conséquence la rareté de cette ressource qui serait une des causes de la sécheresse que connaissent le Nord-Est et l'Est du pays depuis quelques années.

L'inaccessibilité aux autres formes d'énergie comme l'électricité est due, non seulement au faible revenu annuel moyen de la population burundaise qui, depuis une dizaine d'années, reste inférieur à 110 dollars américains, mais également au faible niveau d'exploitation du potentiel hydroélectrique lié au manque de moyens d'investissement.

L'institution responsable du secteur de l'énergie est le Ministère de l'Energie et des Mines à travers la Direction Générale de l'Eau et de l'Energie. Cette dernière a notamment pour missions de :

- i) élaborer et exécuter la politique du Gouvernement en matière d'énergie, en collaboration avec les autres ministères partenaires, dont celui de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Environnement et celui ayant le Développement communal dans ses attributions ;
- ii) assurer la construction et la gestion du domaine hydraulique et énergétique ;
- iii) définir les priorités du secteur et élaborer un programme d'investissement pluriannuel.

Dans le cadre de la gestion rationnelle de la ressource bois dans son ensemble et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la politique du Gouvernement en matière d'énergie vise comme priorité principale le développement des énergies modernes basées sur les centrales hydroélectriques et les énergies renouvelables.

En effet, le Burundi présente un potentiel hydraulique non négligeable d'une puissance théorique de 1 700 MW dont 300 MW économiquement et techniquement exploitable, avec 32 MW qui sont seulement exploités.

Cependant, beaucoup de contraintes freinent l'accessibilité à cette source d'énergie. Il s'agit notamment : (i) des frais d'investissement très élevés, (ii) de l'habitat dispersé en milieu rural, et (iii) d'un très faible pouvoir d'achat de la population.

S'agissant des énergies renouvelables, le potentiel est également important : pour l'énergie solaire, l'ensoleillement global moyen est estimé à 5 KWh/m²/jour disponible sur toute l'étendue du pays. Cela permet la faisabilité de toutes les applications photovoltaïques et thermiques dans la gamme des basses et moyennes températures.

S'agissant de l'énergie éolienne, son potentiel reste faible, le régime moyen des vents étant généralement faible et irrégulier, excepté les sommets des montagnes et les sites localisés le long des rives du lac Tanganyika.

L'exploitation du biogaz à biomasse est également possible dans certains milieux où la concentration humaine est importante, notamment dans les prisons, les écoles, les camps militaires. Toutefois, l'entretien des ouvrages doit être bien assuré.

Le Gouvernement du Burundi a compris que le développement du secteur de l'énergie est l'une des voies obligées pour assurer le développement durable de la population. Pour ce faire, une série de priorités urgentes et immédiates a été dégagée. Il s'agit de :

- l'exploitation de la centrale thermique 5,5 MW existante,
- l'acquisition et l'exploitation d'une nouvelle centrale de 5,5 MW et son exploitation,
- l'extension de quelques centrales hydroélectriques existantes,
- la réhabilitation et l'extension des installations à biogaz des collectivités publiques,
- la diffusion des digesteurs et plaques solaires photovoltaïques
- soutien du programme de diffusion élargie des foyers et fours améliorés
- la construction de microcentrales totalisant 10 MW
- renforcement des capacités pour une formation, une restructuration du secteur de l'énergie, et une mise en place d'un Plan Directeur de l'électrification nationale,
- la réforme et libéralisation des entreprises publiques de production d'énergie,
- la construction d'une unité de carbonisation de la tourbe,
- reboisement et protection du patrimoine forestier existant, et
- l'exploitation et la diffusion des techniques de carbonisation.

En conséquence, le Burundi dispose d'un nombre important de projets dans le secteur de l'énergie, mais le manque de fonds pour l'exécution de ces derniers reste une contrainte majeure.

Un pays en voie de développement comme le Burundi nécessite un appui tant technique que financier de la part des bailleurs de fonds pour développer ce secteur aussi stratégique pour un développement durable.

2. LE TOURISME ET L'ENVIRONNEMENT.

En guise d'introduction, en 1995, l'organisation mondiale du Tourisme dont le Burundi est membre, a défini le tourisme comme suit :

« Le Développement durable du tourisme répond aux besoins des régions d'accueil et des touristes actuels tout en préservant et renforçant les possibilités pour l'avenir.

Il est considéré comme conduisant à la gestion de toutes les ressources de manière à satisfaire les besoins économiques, sociaux et esthétiques et en même temps, à maintenir l'intégrité culturelle, les processus écologiques essentiels, la diversité biologique et les systèmes permettant la vie ».

Les spécialistes du tourisme durable interprètent cette définition complexe comme reposant sur trois dimensions essentielles de la durabilité, à savoir la durabilité environnementale, économique et sociale.

Au Burundi, la relance économique de l'après-guerre s'oriente vers la prise en compte de ces trois piliers dans la planification et l'orientation des promoteurs de projets touristiques.

a. Le tourisme et les changements climatiques.

Si l'activité touristique mal planifiée conduit, à terme, au changement climatique, ce dernier agit à son tour négativement de façon irréversible sur le tourisme.

De même, un environnement dégradé suite au changement climatique n'est plus attirant pour les activités touristiques.

En effet, la dégradation de la faune et de la flore fait disparaître les attractions touristiques naturelles les plus essentielles pour les visiteurs. A titre d'exemple, une sécheresse prolongée depuis une dizaine d'années est l'une des causes de la diminution de l'eau du lac Tanganyika.

Cet important réservoir d'eau potable dont dispose le pays avec son port situé dans la capitale Bujumbura connaît déjà des difficultés pour l'accostage des bateaux.

De même, notre pays qui puise l'essentiel de l'énergie électrique dans le potentiel hydrique voit le niveau des cours d'eau régresser, ce qui peut, à la longue, handicaper l'accès à ce type d'énergie.

La population agricole, surprise par le phénomène de sécheresse, a tendance à rechercher les terres vierges des parcs nationaux et des réserves naturelles et à s'adonner au braconnage.

Comme la diversité biologique constitue la toile de fond des attractions touristiques de notre pays, les services habilités comptent rapatrier certaines espèces animales qui ont été évacuées ou qui ont fui vers les pays voisins. S'agissant des espèces végétales, on a déjà planifié leur récupération à travers l'aménagement des jardins botaniques.

b. Engagement du secteur privé.

Un projet touristique est dit viable quand, aux yeux des opérateurs privés, il apparaît un profit au moins à long terme, quand le rapport entre les risques et les gains attendus est bon et quand les actionnaires peuvent escompter un rendement raisonnable et la durée des garanties est assez longue pour permettre une récupération des capitaux investis.

Dans le but de réduire les risques que les projets touristiques présentent, le Gouvernement du Burundi a classé les entreprises touristiques parmi les projets prioritaires du code des investissements.

Dans un proche avenir, une attention particulière pour les entreprises touristiques sera accordée dans la mise à disposition des infrastructures de base dont les routes, l'électricité, l'eau et la sécurité.

c. La consommation durable.

La consommation durable du produit touristique doit prendre en compte les communautés à la base. Elle doit englober le volet social de la population des régions visitées.

La consommation durable exige que l'arrivée des touristes soit profitable pour les populations avoisinantes des sites touristiques.

Pour ce faire, le Gouvernement du Burundi entend mettre en exergue l'initiative pour le commerce équitable en général et la consommation touristique durable en particulier.

Il projette notamment de transformer les braconniers actuels et potentiels en guides touristiques pour les populations riveraines des parcs nationaux et des réserves naturelles et former les pêcheurs des régions où la pêche est pratiquée, pour qu'ils deviennent des piroguiers de plaisance pour les touristes.

Le Gouvernement prévoit également qu'une partie des revenus issus du tourisme puisse servir pour la protection de l'environnement.

Il envisage enfin de créer des emplois induits du tourisme, pour alléger la pression foncière des agriculteurs.

3. LA GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE.

Bien que le Burundi ne soit pas producteur des produits chimiques, ceux-ci sont utilisés dans plusieurs secteurs, à savoir la santé, l'agriculture, l'industrie, le transport et l'enseignement.

L'utilisation des produits chimiques dans tous ces secteurs constitue un danger sur la santé et l'environnement qui s'exprime par certaines maladies et la pollution de certains écosystèmes comme les ressources en eau.

Dans le cadre d'un projet supervisé par l'ONUDI sur les polluants organiques persistants et un autre supervisé par l'UNITAR, un profil national sur la gestion rationnelle des produits chimiques a été mis en place au cours de l'année 2005 et un plan d'action pour la mise en oeuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants est en cours de finalisation pour être adopté au mois de juin 2006 par l'Assemblée des Plénipotentiaires.

A l'issue de ces deux projets, des priorités nationales sur la gestion rationnelle des produits chimiques ont été élaborées comme le montre le tableau suivant :

--	--

OBJECTIFS SPECIFIQUES	PRIORITES NATIONALES
Objectif spécifique n°1 : Réduction des risques dus aux produits chimiques	Priorité n°1 : Maîtriser la gestion des déchets
	Priorité n°2 : Maîtriser la gestion des pesticides
	Priorité n°3 : Evaluer régulièrement au niveau national la gestion des produits chimiques
	Priorité n°4 : Prendre en compte les produits chimiques et leurs dangers et risques sur la santé au travail
	Priorité n°5 : Minimiser la pollution due aux transports
	Priorité n°6 : Gérer les risques dus aux produits chimiques
	Priorité n°7 : Maîtriser la gestion des produits contenant des métaux lourds
	Priorité n°8 : Réhabiliter les sites contaminés par les produits chimiques
Objectif spécifique n°2 : Adoption des mesures concrètes de promotion des connaissances et informations en matière de gestion des produits chimiques	Priorité n°1 : Amener la population et les principaux secteurs (l'industrie, le commerce, l'éducation, et l'agriculture) à être parties prenantes à la gestion des produits chimiques
	Priorité n°2 : S'assurer de la recherche, la surveillance et l'échange d'informations en matière de gestion de produits chimiques
	Priorité n°3 : S'assurer d'une coordination en matière de gestion de produits chimiques
Objectif spécifique n°3 : Renforcement des capacités humaines en matière de gestion des produits chimiques	Priorité n°1 : Elaborer et mettre en œuvre des programmes de sensibilisation du public
	Priorité n°2 : Elaborer et mettre en œuvre des programmes de formation informelle
	Priorité n°3 : Elaborer et mettre en œuvre des programmes de formation formelle
Objectif spécifique n°4 : Renforcement des capacités des infrastructures pour une gestion rationnelle des produits chimiques	Priorité n°1 : Doter le pays d'un laboratoire national de référence opérationnel
	Priorité n°2 : Doter d'équipements élémentaires les services concernés pour des analyses préliminaires
	Priorité n°3 : Protéger les lieux de travail et les travailleurs contre les risques et dangers dus aux produits chimiques
Objectif spécifique n°5 : Adaptation de la législation et réglementation nationales à une gestion rationnelle des produits chimiques	Priorité n°1 : Actualiser et compléter les textes législatifs et réglementaires relatifs à la gestion des produits chimiques
	Priorité n°2 : Vulgariser et appliquer les textes législatifs et réglementaires relatifs à la gestion des produits chimiques
	Priorité n°3 : Définir, appliquer et vulgariser des normes nationales en matière de gestion des produits chimiques

N.B. Les priorités ci-dessus ainsi que les objectifs et les activités identifiés ont été adoptés au niveau national.